

IL VIENT D'ÊTRE RECRUTÉ PAR UNE SOCIÉTÉ CANADIENNE

Le retour du conseiller Chakib Khelil

L'ancien ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil, vient d'être recruté en qualité de conseiller principal, dans une entreprise canadienne dont les propriétaires ont bénéficié, durant une décennie, de facilités inimaginables en Algérie. L'argent gagné au détriment de Sonatrach est recyclé à travers une nouvelle société pétrolière qui risque de revenir une nouvelle fois dans le pays et accéder à de nouveaux contrats.

Ainsi, la société dénommée Wilton Ressources a embauché, il y a quelques jours, notre ancien ministre de l'Energie et des Mines avec de nouvelles ambitions d'accéder aux marchés africains et surtout algérien.

Wilton Ressources est constitué par les anciens responsables de la société canadienne First Calgary Petroleum (FCP) qui a bénéficié de la complicité de Chakib Khelil pour la réalisation de la plus grande arnaque de l'histoire du pétrole algérien.

Un scénario tissé sur 10 ans

L'histoire de First Calgary Petroleum (FCP) est digne des grands scénarii sur les arnaques dont sont victimes les Etats. Cette société canadienne inconnue a été accueillie, début 2000, en Algérie en grande pompe. Chakib Khelil la présentait en utilisant les termes : «géant pétrolier» et «investisseur de premier ordre».

Avant même son installation en Algérie, Chakib Khelil lui organise l'environnement technico-réglementaire adéquat pour exploiter le maximum d'opportunités qu'offre le secteur énergétique national. Cette petite société se propulse d'abord à hauteur de 75 % des parts sociales d'une

association avec Sonatrach qui, tout en étant actionnaire minoritaire, s'est retrouvée forcée de mettre beaucoup plus de moyens dans cette joint-venture. Le «génie» de Chakib Khelil se manifeste ensuite par l'attribution à cette association FCP-Sonatrach d'un périmètre d'une richesse inespérée. Alnaft, qui obéissait incontestablement à son ministre de tutelle, accordera facilement à cette association le permis d'exploitation du bloc 405b de Menzel Ledjmet-Est (MLE) situé dans le bassin de Berkine, l'un des plus importants du pays. Les études réalisées antérieurement par Sonatrach mettaient en évidence un important potentiel gazier sur ce bloc. Le groupe public pouvait exploiter seul ce bloc, mais Chakib Khelil avait décidé de mettre les trois quarts de sa production dans les comptes de la canadienne FCP. Le montant de l'investissement de départ devait être de 26,25 millions de dollars alors qu'il devait rapporter pas moins de deux milliards de dollars, car le potentiel était évalué à 1,3 trillion pieds cubes (TCF) d'équivalent gaz (environ 230 millions de barils équivalent pétrole). Selon des indiscrétions de Wilton Ressources, l'association devait pro-



Chakib Khelil.

duire, fin 2012, pas moins de 35 000 barils équivalent pétrole par jour (bep/j) et atteindre plus tard un pic de 120 000 bep/j. Toutefois, FCP n'était pas en mesure de lever les fonds nécessaires à cet investissement qui allait nécessiter plus de moyens que prévu. Des membres du conseil d'administration de First Calgary Petroleum commençaient alors à se révolter contre leur P-dg. Mais Chakib Khelil était là pour le sauver. Dans une intervention publique datant d'avril 2008, Chakib Khelil a menacé de rompre le contrat d'association liant Sonatrach à FCP si le président-directeur général de la compagnie canadienne venait à être destitué par les actionnaires. Dans une lettre

adressée au conseil d'administration, notre ex-ministre avait exprimé sans retenue son opposition à la motion de destitution de leur P-dg Richard Anderson (un nom à retenir).

Six mois plus tard, le géant italien ENI va clôturer ce dossier en procédant à l'achat de tous les actifs de First Calgary Petroleum pour un montant de 607 5 millions de dollars.

Tout le monde trouvait son compte dans cette opération. Les Italiens étaient agréablement surpris de la découverte d'un nouveau potentiel pétrolier sur ce bloc et parvenaient par là même à booster le chiffre d'affaires de leur filiale Saipem à travers la construction de toutes les installations de MLE. Chakib Khelil et ses

amis canadiens pouvaient se réjouir de ce dénouement.

Cap sur la Mauritanie

Après la vente de FCP, Richard Anderson et quelques-uns de ses collaborateurs ont fondé une nouvelle société, Wilton Ressources Inc, qui active dans le domaine du pétrole et du gaz. Pour mieux développer son réseau relationnel, Richard Anderson, le P-dg de la nouvelle société, vient d'engager Chakib Khelil en qualité de principal conseiller de l'entreprise. Il gère un conseil consultatif dans lequel siège également Rilwanu Lukman, l'ancien ministre de l'Energie du Nigeria. Selon un document de Wilton Ressources, «le D' Chakib Khelil et le D' Rilwanu Lukman fournissent actuellement des services de consultation à Wilton relatifs à l'identification et l'évaluation des projets internationaux du pétrole et des possibilités spécifiques de gaz. En leur qualité de membres du conseil consultatif, MM. Khelil et Lukman vont également fournir des commentaires et des conseils pour la gestion de Wilton et du conseil d'administration sur le développement pétrolier de la société et la stratégie d'exploration de gaz». Autrement dit, Chakib Khelil devra mobiliser tout son potentiel pour procurer à la société de bonnes affaires, telles le bloc 405b de Berkine. Selon certaines informations, la nouvelle société de Chakib Khelil est sur le point d'obtenir un permis d'exploitation du pétrole en Mauritanie.

Mokhtar Benzaki

FAROUK KSENTINI S'ATTAQUE AUX RÉFORMES CONDUITES PAR TAYEB BELAÏZ

«Ce qui a été mal fait doit être défait !»

Le président de la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'Homme (CNCPPDH) a qualifié de «catastrophique» la réforme de la justice. Farouk Ksentini, qui était hier l'invité de la matinale de la Chaîne III, a jugé nécessaire de revoir le processus engagé durant une dizaine d'années par l'ex-ministre de la Justice, Tayeb Belaïz.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Zéro pointé ! C'est la note qu'attribue Farouk Ksentini aux architectes des réformes du secteur de la justice. Invité, hier, de l'émission matinale de la Chaîne III, il a totalement démolie ce qui est considéré comme étant un des plus importants chantiers engagés durant les trois mandats de

Abdelaziz Bouteflika. «Ce qui a été fait doit être défait. Ce qui est bien est bien et ce qui est mauvais est mauvais !», a-t-il insisté. Pour étayer ses propos, Ksentini a cité en exemple plusieurs textes amendés dans le cadre de ces réformes.

A commencer par le code de procédure civile et administrative révisé en 2009. «Je rappelle à haute et intelligible voix que le code de procédure civile et administrative est un texte totalement inadmissible et qu'à l'épreuve du temps, il s'est avéré catastrophique. A mon sens, il faut le retirer et revenir à l'ancien texte en y apportant quelques modifications. De l'avis général, c'est une véritable catastrophe. C'est l'avis des magistrats qui subissent cette loi et des avocats qui la pratiquent. Ce code ne contient que des incohérences alors qu'il a été présenté comme un texte novateur et progressiste. Il n'en est strictement rien», a déclaré Farouk Ksentini. Autre exemple, l'avant-projet de loi relatif à l'exercice de la profession d'avo-

cat qui est depuis plusieurs mois au centre d'une vive polémique. Lui-même avocat, le président de la CNCPPDH aura des mots très durs pour critiquer la teneur de ce texte. «Cette loi contient deux dispositions complètement débiles ! Elles fragilisent l'avocat et le mettent sous la coupe du procureur de la République alors qu'il n'est qu'une partie au procès. Il faut retirer au procureur la possibilité d'attaquer l'avocat durant l'audience.

Nous faisons une profession suffisamment difficile, il n'est pas nécessaire de nous fragiliser plus encore.» Pour réparer ces erreurs, Farouk Ksentini a plaidé pour un retour à l'esprit du rapport de la Commission de la réforme de la justice que présidait feu le professeur Mohand Issad. «Ce rapport n'a été observé ni de près ni de loin. Il a été enterré dès sa présentation. Je pense que nous pouvons aujourd'hui reprendre les idées de la Commission Issad.» Lors de sa sortie médiatique d'hier matin, Ksentini s'est bel et bien attaqué à

Tayeb Belaïz, même s'il n'a pas nommé expressément l'ex-ministre de la Justice. En effet, Belaïz, qui préside depuis quelques mois le Conseil constitutionnel, a été, durant près de dix années, le chef d'orchestre des réformes engagées dans ce secteur.

Par ailleurs, et dans le cadre de la révision de la Constitution, le président de la CNCPPDH a remis sur la table sa proposition d'amender l'article 70 qui stipule que le président de la République est «garant de la Constitution». Farouk Ksentini propose d'amender cette disposition pour confier cette même mission à l'Armée populaire nationale. «L'ANP doit protéger la Constitution contre toute possibilité d'être manipulée ou malmenée à une occasion ou une autre.» Une proposition qui peut paraître saugrenue dans un pays où le président est le «chef suprême de toutes les armées» et également «responsable de la défense nationale».

T. H.

RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Les propositions du P' Ahmed Mahiou

Il a énuméré les «absurdités» de la réglementation relative à l'investissement et suggéré de reformuler des énoncés dans la Constitution pour donner plus de garanties à l'entreprise et à l'initiative privée en général.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - L'ancien doyen de la faculté de droit d'Alger, le P' Ahmed Mahiou, est intervenu lors d'une conférence-débat intitulée «L'entreprise et la Constitution», organisée par le quotidien *Liberté*, hier, à l'hôtel Sofitel d'Alger. Si, a-t-il constaté, l'Algérie se place parmi les Etats les plus «consommateurs de constitutions», ses lois fondamentales successives, par méfiance doctrinale, n'évoquent que «vaguement» l'entreprise privée. «Elle est soit absente, soit enveloppée dans des expressions comme initiative privée, etc.», a-t-il souligné. Ce faisant, il a suggéré de réviser l'alinéa 6 du préambule de la Constitution comme suit :

«Ayant toujours milité pour la liberté et la démocratie, le peuple entend, par cette Constitution, se doter d'institutions fondées sur la participation des citoyens et de l'entreprise à la gestion des affaires publiques et la création des richesses.» Et ce, en lieu et place de : «Ayant toujours milité pour la liberté et la démocratie, le peuple entend, par cette Constitution, se doter d'institutions fondées sur la participation des citoyens à la gestion des affaires publiques et qui réalisent la justice sociale, l'égalité et la liberté de chacun et de tous.» De même que l'article 37, rédigé en ces termes : «La liberté du commerce et de l'industrie est garantie. Elle s'exerce dans le cadre de la loi», soit reformulé ainsi : «L'Etat œuvre à la promotion de l'entreprise publique et privée et au développement.» La troisième proposition concerne l'article 53 portant sur l'enseignement. Il a suggéré d'y ajouter un énoncé consacrant l'enseignement privé : «Le droit à l'enseignement public et privé est garanti (...). L'Etat organise l'enseignement privé et prévoit le régime régis-

sant l'enseignement privé.» Quatrième et dernière proposition : «Constitutionnaliser le Conseil national économique et social (CNES)»

«L'ajout du CNES aux deux autres organes consultatifs existants, à savoir le Haut-Conseil islamique et le Haut-Conseil de sécurité, doit néanmoins être opéré après la redéfinition des règles de représentativité le régissant et, pourquoi pas, s'inspirer du modèle du Conseil de la nation, c'est-à-dire confier la désignation d'une partie de ses membres au pouvoir exécutif ou législatif et l'élection des autres membres», a-t-il ajouté.

Par ailleurs, le P' Mahiou, a signalé la remise en cause de l'«équilibre» des pouvoirs après l'amendement de la Constitution en 2008 et a établi que le problème ne réside pas dans la Constitution mais dans l'application des lois sous-jacentes. Une réglementation qu'il a qualifiée de «dogmatique» en ce qui a trait à l'investissement. «On a tendance à promulguer des lois d'une portée générale afin de régler des pro-

blèmes individuels. Un excès de législation ressemble à une fuite en avant. C'est qu'en lieu de doter les juges des moyens assurant l'indépendance de la justice et des procès équitables pour les mis en cause, on légifère pour interdire des activités comme c'était le cas à la suite de l'affaire Khalifa.

Des gens ont été ainsi condamnés sur la base de présomption et l'Algérie est devenue le seul pays au monde où il n'y a pas de banques privées. Idem pour ce méchant code des marchés publics ou les lois de finance qui ne sont là que pour terroriser les opérateurs économiques», a-t-il dit. L'autre aberration notée par le P' Mahiou : la règle 51/49. «On peut comprendre que l'Etat garde la mainmise sur certains secteurs de service public comme l'électricité, les transports... mais, je ne vois pas pourquoi un étranger doit s'associer aux nationaux pour fabriquer des chaussures. C'est un raisonnement absurde !»

L. H.